

MIGRATION

Régularisation, piège à c...?



Avec le 13 juillet, la date limite pour déposer une demande de régularisation, approche. Le bilan intermédiaire du gouvernement a vu l'opposition renouveler ses critiques. Et la majorité a réaffirmé sa détermination à expulser les "perdant-e-s"

"Jusqu'ici, la régularisation n'a pas connu un grand succès, surtout du côté des sans-papiers proprement dits. Cela confirme notre critique que les critères sont non seulement trop stricts mais aussi trop éloignés de la réalité sur le terrain." C'est en ces termes que la députée verte Renée Wagener a critiqué le bilan intermédiaire du gouvernement, mardi dernier, à la Chambre. Cette heure d'actualité, demandée par les Verts, a été l'oc-



"Izlet" veut dire pique-nique en serbo-croate. Sont invité-e-s tous ceux et toutes celles qui sont exclu-e-s de la régularisation et menacé-e-s d'expulsion ainsi que les résident-e-s luxembourgeois-es souhaitant exprimer leur solidarité.

Samedi, 30 juin, de midi à 15 heures, place Jeanne d'Arc, Luxembourg-Bonnevoie.

Amenez votre repas svp. Organisateurs: Comité des réfugiés du Sandjak et ASTI.

(Photo: ASTI)

casion pour l'opposition de gauche de formuler ses critiques et pour le gouvernement et l'ADR de réaffirmer que tout était pour le mieux.

Des sans papiers fantômes?

Une première explication du faible nombre de travailleur-se-s clandestin-e-s ayant fait une demande de régularisation serait le manque d'enthousiasme des patron-ne-s. Les ONG qui assistent les sans-papiers font état de patron-ne-s qui refusent de certifier de les avoir employé-e-s au noir, et qui, parfois, les mettent carrément à la porte. Les raisons? La peur de poursuites ou la répugnance à employer une main d'oeuvre selon les règles du droit du travail.

Laurent Mosar (PCS) préféra chercher une autre explication: "Peut-être que les chiffres avancés quant au nombre de sans-papiers étaient surestimés?" François Biltgen, ministre du Travail, qui seul, a exposé la position gouvernementale, a répondu plus subtilement. Il a repris l'argumentation qu'il avait utilisée dans sa réponse à un courrier des lecteurs: "Les patrons qui ont fait travailler des gens au noir risquent gros s'ils ne donnent pas ces certificats et ne se mettent pas en règle." En effet, François Biltgen a précisé que l'on exigera des patrons les arriérés de la Sécurité Sociale, et rien de plus. Et que seraient acceptés, pour la régularisation, tous les moyens de preuve, entre autres les déclarations sur l'honneur.

Le cas Esperanza

Dans le cas de la sans-papiers Esperanza, évoqué par un courrier des lecteurs de Rogers Delgado-Saez, le ministre avait recommandé: "Elle serait, bien entendu, avisée de (...) attaquer son ancien patron en justice ..." C'est là le hic de l'argumentation. Combien de sans-papiers le feront? Les moyens de preuve acceptés par François Biltgen suffiront-ils pour convaincre les tribunaux? On peut douter que les patron-ne-s de mauvaise volonté soient vraiment effrayé-e-s par les déclarations ministérielles. En attendant qu'il y ait éventuellement des cas exemplaires, l'incertitude aura eu l'effet de dissuader de nombreux-ses sans-papiers.

Un deuxième volet des critiques portait sur les nombreux obstacles administratifs: copies conformes à faire dans des commissariats de police, difficultés auprès des ambassades, notamment celles d'ex-Yougoslavie, d'obtenir un passeport ou même un certificat d'enregistrement de demande, délai du 13 juillet pour présenter un dossier complet dans ces circonstances. "La procédure de régularisation doit être aussi humaine que possible, aussi flexible que possible", a affirmé Agni Durdu (PD). Effectivement, d'après nos renseignements, des solutions satisfaisantes ont été trouvées. En particulier, il suffira de présenter un certificat de de-

mande de passeport avant le 13 juillet, et les ambassades d'ex-Yougoslavie ont accepté de délivrer de tels certificats.

Dernier reproche au gouvernement, celui d'exclure délibérément les 3.000 réfugié-e-s du Sandjak, arrivé-e-s après le 1er juillet 1998. Les critères retenus par le gouvernement constituent un mélange - plus ou moins généreux - de critères de durée de résidence, d'intégration par le travail et de besoin de protection. Le produit final n'est pas très cohérent et aboutit à créer 3.000 cas de rigueur. Ces personnes s'étant enfui lors de la crise du Kosovo sont arrivées trop tard pour faire partie de la catégorie C ou H. Comme elles ont sagement fait une demande d'asile et n'ont pas essayé de s'établir comme clandestins, elles n'ont pas eu la possibilité de travailler et n'entrent pas dans les catégories A et B. Et, aux yeux du gouvernement luxembourgeois, les musulmans du Sandjak ne font pas partie d'une minorité menacée, et n'entrent donc pas non plus dans la catégorie I. Les catégories "humanitaires" D à G leur sont ouvertes, mais ne concernent que des cas particuliers.

Catégorie J

"Si quelque chose d'imprévu arrivait, et qu'on ne puisse plus renvoyer ces gens là-bas, le gouvernement devrait modifier ses critères", a déclaré François Biltgen. Il a poursuivi en citant une note du ministère des Affaires Etrangères assurant qu'il n'y avait ni persécution ni conflit violent dans la région du Sandjak. La situation économique au Monténégro serait certes défavorable, mais en voie d'amélioration et, de toute façon, pareille que dans le reste de la République Fédérale de Yougoslavie. Concernant le cas particulier des déserteurs, risquant un traitement "spécial" lors de leur éventuel retour, il a cité une lettre du HCR au ministère de la Justice affirmant que l'amnistie votée en février dernier serait appliquée. Cette information est contredite par des témoignages de personnes retournées au Sandjak. Malheureusement nous n'avons pas pu obtenir du ministère de la Justice plus de détails sur cette lettre, et il n'est pas clair si l'information qu'elle contient est fiable.

Il ressort clairement du débat que le gouvernement, soutenu par les deux partis de la majorité et l'ADR, n'entend pas élargir les critères, mais se prépare au contraire à renvoyer de force les réfugié-e-s du Sandjak. En face, les Verts, la Gauche et, sans doute, le POSL, marquent un net désaccord avec cette politique. On peut s'attendre à une confrontation très dure.

Raymond Klein

Commission "Immigration": premier pas

Mercredi dernier, la commission spéciale "Immigration" du parlement s'est réunie pour la première fois. A l'ordre du jour figurait la désignation du bureau de la commission, qui doit présenter au Gouvernement des propositions concrètes en cette matière. Si les nominations du président en la personne de Lucien Weiler et du 1er vice-président en celle d'Alexandre Krieps n'avaient rien de surprenant, la proposition du parti libéral de désigner comme 2e vice-présidente la représentante du groupe des Verts Renée Wagener était plus audacieuse. Considérations stratégiques ou témoignage d'un certain esprit d'ouverture des partis de la majorité? Les membres de la Commission ont décidé de se revoir avant les vacances d'été afin de fixer un canevas des points à discuter; le droit de séjour, le travail et l'intégration dans un Luxembourg qui connaîtra une augmentation substantielle de sa population dans les prochaines décennies, en feront sûrement partie. D'ores et déjà, la proposition des Verts d'intégrer dans les travaux préparatoires de la Commission un hearing avec les associations concernées a trouvé un écho favorable.

Luxemburg - weiterhin Drehscheibe für Pestizid-Handel?

Auf die Gefahren, die hinter sich hinter Pestizid-Einsatz in Feld und Heim verstecken, wies diese Woche "Akut asbl" hin. Tatsächlich wird in Luxemburg dank der eher extensiven Landbewirtschaftung auf dem Acker vergleichsweise sparsam mit dem teuren Gift umgegangen. Dennoch rollen hierzulande Spritzmittel tonnenweise über die Straße. Der Grund: ein TVA-Satz, von dem Pestizid-Hersteller anderorts in Europa nur träumen können. "L'application du taux de TVA super-réduit de 3% aux produits phytopharmaceutiques est à l'origine d'un marché important de ces produits du Luxembourg vers d'autres pays européens", schreibt das Landwirtschaftsministerium in seinem "rapport d'activités 2000". Den Schätzungen des Ministeriums nach werden derzeit 10.000 Tonnen Pestizide über Luxemburgs Straßen transportiert "et stockés dans des dépôts, qui souvent ne sont pas autorisés à cette fin". Premierminister Jean-Claude Juncker deutete vor kurzem auf einer Pressekonferenz an, der TVA-Satz werde demnächst auf 15 Prozent erhöht. "Das reicht nicht aus", sagt dazu der grüne Abgeordnete und Mitglied von Akut, Jean Huss, und fordert statt "super-réduit" einen Satz von mindestens 25 Prozent.

Protestaktion gegen Brustkrebs-Patent

Zum Protest gegen die Erteilung eines Patents auf Brustkrebsgen hat Greenpeace Luxemburg die Bevölkerung, insbesondere aber PatientInnen und ÄrztInnen, aufgerufen. Das Europäische Patentamt hatte im Mai dem amerikanischen Pharmakonzern "Myriad" ein Patent auf ein Gen erteilt, das für die Entstehung von Brustkrebs verantwortlich ist. Durch das Patent erhält die Firma ein Monopol auf alle Funktionen des Gens, obwohl sie nur Verfahren zur Diagnose von Brustkrebs entwickelt hat. Für andere WissenschaftlerInnen und Firmen bedeutet dies, künftig nur noch mit Zustimmung von "Myriad" und gegen Lizenzgebühren an dem Gen forschen zu dürfen. "Durch Patente auf menschliche Gene erhalten Pharmafirmen die Möglichkeit, überlebenswichtige Bereiche wie die medizinische Forschung und die Entwicklung von Medikamenten und Therapien zu kontrollieren und sogar zu blockieren", warnt deshalb Martina Holbach von Greenpeace Luxemburg vor der Praxis der Gen-Patentierung. Gesellschaftliche Grundbedürfnisse dürften nicht den Profitinteressen einiger Pharmakonzerne untergeordnet werden, so Holbach weiter.

Formulare für die Unterschriftenaktion und weitere Informationen gibt es unter www.genopoly.lu/aktuell.html oder direkt bei Greenpeace Luxemburg, Tel: 54 62 52